

# L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,  
unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365  
75064 Paris Cedex 02  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 288

Mercredi 18 Juin 1975

## CONTRE LES LICENCIEMENTS ET LA REPRESSION



Le 12 juin à Paris plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté contre les licenciements et les agressions policières et fascistes. Sur notre photo on peut voir les travailleurs de Chausson qui luttent pour leurs revendications et contre l'occupation de l'usine par des milices fascistes.

C'est avec force que les travailleurs se dressent aujourd'hui contre les licenciements et l'exploitation dans un nombre grandissant d'entreprises. Les marxistes-léninistes soutiennent totalement ces luttes et y participent activement pour qu'elles se développent ainsi que le montre une lettre adressée par «L'Humanité Rouge» au journal «Le Monde» et que nous publions en page quatre. Une dépêche de l'agence Chine nouvelle que nous publions également souligne

A PROPOS  
DU PARISIEN LIBÉRÉ :  
CONTRE-VÉRITÉ  
DU «MONDE» ET RÉPONSE  
DE «L'HUMANITÉ ROUGE»  
(page 4)

CHINE NOUVELLE  
SOULIGNE L'IMPORTANCE  
DES MANIFESTATIONS  
CONTRE LES  
LICENCIEMENTS ET  
LA RÉPRESSION  
(page 4)

Pour «L'Humanité rouge» quotidien  
souscription de masse  
à l'usine Rhône-Poulenc (Vitry)

Les ouvriers marxistes-léninistes de l'usine Rhône-Poulenc organisent une souscription de masse dans leur entreprise. Dans un tract à leurs camarades de travail ils déclarent : «Camarades de Rhône-Poulenc qui appréciez l'activité des communistes marxistes-léninistes de l'entreprise, même sans partager l'intégralité de nos points de vue, participez à la grande bataille pour l'Humanité Rouge quotidien sur huit pages en septembre.»

la volonté de lutte des travailleurs de France. Les marxistes-léninistes dénoncent et combattent la répression à laquelle a recours la bourgeoisie contre les travailleurs, les agressions policières et de bandes de nerfs fascistes. A l'exemple des lads, les travailleurs font et feront face à la violence de la réaction et dans la lutte démasqueront ces autres ennemis que sont les dirigeants révisionnistes du P.C.F.

## Tentative patronale pour briser le mouvement des lads

### DEUX RESPONSABLES SYNDICAUX LICENCIÉS

Depuis trois ans les légitimes revendications des lads n'ont eu comme réponse, de la part des entraîneurs et des dirigeants des sociétés de courses, que le mépris des grands seigneurs envers leurs esclaves. Le ministère de l'Agriculture et les sociétés de courses s'étaient engagés à la signature d'une convention collective avant le 15 juin. Ils s'y refusent maintenant. Nous avons relaté l'action déterminée des lads dimanche dernier. Ils ont alors osé affronter la police et ils ont attiré la sympathie de centaines de milliers de personnes qui ignorent tout de leurs conditions de travail.

Lundi matin, les entraîneurs ont licenciés deux responsables syndicaux des lads, sans même respecter la législation du travail (entretien obligatoire entre l'employeur et les licenciés 24 heures avant l'envoi de la lettre de licenciement). L'un des entraîneurs a trouvé comme seule «argumentation» de donner des coups au responsable des lads qui voulait continuer à travailler. La «négociation» à coups de pieds, c'est la réponse méprisante donnée à ces travailleurs par ceux qui ne pensent qu'à gagner des sommes fabuleuses.

Non aux licenciements !  
Soutien total à la lutte des lads !



Dimanche, les lads mettaient en déroute les forces policières venues les agresser.

## UN BANQUET EN L'HONNEUR DU CAMARADE JACQUES JURQUET A PEKIN

Keng Piao, membre du Comité central du Parti communiste chinois et chef du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois, a donné un banquet en l'honneur de la délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par le camarade Jacques Jurquet.

Etaient présents au banquet Feng Hsiuan, membre du Comité central du Parti communiste chinois et chef adjoint du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois, et d'autres camarades.

Le banquet s'est déroulé dans une atmosphère cordiale et amicale.

Marseille

## LE PEUPLE VIETNAMIEN EST FÊTÉ

Le vendredi 6 juin à Marseille, la Fédération de Marseille de l'Union des Vietnamiens en France a organisé une grande réception pour fêter la victoire du peuple vietnamien et le 6ème anniversaire du GRP. Cette réception fut donnée en présence d'un membre de la Mission en France du GRP.

Une délégation des communistes marxistes-léninistes de France était présente et s'est entretenue chaleureusement avec le représentant du GRP.

## LES PECHEURS DE TERRE-NEUVE MÉCONTENTES DES CHALUTIERS SOVIÉTIQUES

Terre Neuve, province canadienne, vit en grande partie de la pêche : 1/5 de l'activité économique est soutenu par la pêche ; elle compte 15 300 pêcheurs. Or cette année, la production a diminué de 24 % en raison du sabotage des chalutiers de l'Union soviétique et d'autres pays. Le taux de chômage a atteint 17,5 % en avril.

Les pêcheurs de Terre Neuve sont mécontents des opérations des chalutiers soviétiques, équipés de puissantes opérations de traitement, qui dévorent rapidement la réserve de morue, de saumons rouges et de filets.

En Nouvelle Ecosse, selon le porte parole d'une compagnie de pêche, la pêche du homard au large de cette province a été détruite par les chalutiers hauturiers soviétiques qui opèrent dans la zone actuellement fermée aux chalutiers aux termes d'un accord international. Une protestation doit être adressée aux autorités soviétiques à ce propos.

De pareils incidents se sont produits en juillet et septembre ; le ministre des Affaires étrangères canadien a présenté des réclamations auprès des autorités soviétiques qui selon lui « n'ont présenté aucun accord de règlement pas plus qu'ils ne se sont engagés à éviter des dommages à l'avenir ».

Ceci explique que le ministre de la Pêche de Terre Neuve ait déclaré le 6 mai à la conférence de l'ONU sur le droit de la mer que le Canada allait prendre des mesures pour éviter la ruine de son industrie de pêche, causée par les chalutiers étrangers, notamment soviétiques.

## UN MOIS DE LUTTES AU PAYS BASQUE

A l'heure où partout dans le monde les deux superpuissances se font face, notamment en Méditerranée où deux puissantes flottes USA et URSS croisent, alors que ces pays n'ont aucun droit ni accès à cette mer ;

- Alors qu'il y a moins d'un an les deux superpuissances attisaient le feu à Chypre et qu'elles continuent à maintenir une situation de « ni guerre ni paix » au Moyen-Orient ;

- Alors que le Portugal devient l'enjeu de leur rivalité, le régime fasciste de Franco, pris dans cette rivalité est en proie à une crise inégale.

Face à cette situation chacun se prépare à prendre la place du dictateur. Deux grandes tendances se dessinent : ceux qui veulent retaper la façade et donner une apparence de libéralisation et les nostalgiques du vieux temps, ceux qui ne jurent que par le fascisme. Ces derniers se livrent à une terreur et une sauvagerie sans limites contre tous les antifascistes et toute la population, notamment dans les provinces de Guipuzcoa et de Viscaya où le conseil des ministres a décrété « l'état d'exception » pour trois mois à compter du 25 avril.

Depuis cette date :

- A Guernika durant les premiers jours de « l'état d'exception » la garde civile a arrêté et torturé 30 jeunes.

- Le 6 mai, à la suite de la mort d'un garde civil tué par un commando de l'ETA, à Guernika, la police se livre à des arrestations massives.

- Le 12 mai, réunion à Bilbao des fascistes pour une « manifestation patriotique » au cours de laquelle ils réclament la mort des opposants au régime franquiste.

- Le 13 mai, à Guernika la garde civile assassine un couple qui cachait deux militants basques, l'un d'eux réussit à s'enfuir, mais blessé, il est finalement rattrapé et tué dans une ferme. Son corps découpé à la hache et mis dans un sac en plastique par les gardes civils, a été exposé dans un jardin de Guernika afin de terroriser la population.

- Le 23 mai à Gndarroa un groupe de lycéens qui sortait d'une fête reçoit une rafale de mitraillette tirée par la garde civile. Un jeune de dix-huit ans est tué.

Etc, etc.

D'après un rapport d'avocats basques publié par le journal anglais « The Times » le 19 mai, 2 000 personnes ont été arrêtées pour des motifs politiques en pays basque espagnol, depuis la proclamation de l'état d'exception.

Tel est le bilan de la sauvagerie de la police et des bandes fascistes des « Guerrilleros del christorey » animés par la police.

Aujourd'hui ces bandes fascistes traversent la frontière et essaient d'assassiner des nationalistes basques réfugiés politiques.

- Le 21 mai à Hendaye la librairie « Mugalde » a été victime d'un attentat au plastic.

- Le 25 mai à Bayonne un inspecteur de la police politique franquiste est blessé au cours d'un affrontement avec des nationalistes basques. Ce flic fasciste présenté d'abord par les polices françaises et espagnoles comme un paisible commerçant deterrait tout un arsenal d'armes. Ses collègues français l'ont rapidement fait transporter à Madrid...

- Le 22 mai à Biarritz autre attentat fasciste au plastic contre un appartement habité par des membres de l'ETA.

- Dans la nuit du 6 juin, devant le domicile d'un réfugié politique espagnol, explosion provoquée par un commando fasciste. L'un des auteurs est tué par sa propre bombe, un autre blessé.

- Dans la nuit du 11 juin plastiquage d'une librairie (vendant des ouvrages marxistes en espagnol) à Biarritz ainsi que du lycée agricole d'Hasparres.

C'est dans ce climat de terreur que se préparent en Espagne plusieurs procès dont ceux des militants de l'ETA : Guarmendia et Otaeui ; ils risquent la peine de mort. D'autres procès suivront : tels ceux de mai 73 dans lesquels, plusieurs militants du FRAP risquent de lourdes peines.

Le 11 juin face à la répression plus de 50 000 ouvriers de la province de Guipuzcoa se sont mis en grève bloquant l'activité de quelque 120 entreprises (tandis que les révisionnistes carrillistes envoient des lettres aux évêques et aux ministres...!)

Des manifestations de solidarité ont eu lieu dans les Pyrénées Atlantique à Pau et à Bayonne.

Hors de France les flics  
et bandes fascistes !

Solidarité avec les militants  
que les tribunaux fascistes  
veulent assassiner !

Voilà le soutien que nous devons apporter au peuple espagnol dans sa lutte contre le franquisme. Aujourd'hui, la dictature fasciste de Franco se craquelle de toutes parts. De plus en plus le peuple espagnol répond par la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire. Il veut en finir avec le franquisme.

Certains, au sein de la bourgeoisie espagnole, de plus en plus nombreux, qui étaient hier encore des inconditionnels de Franco ou des conciliateurs, parlent de mettre fin à la dictature : ils s'en prennent aussi à cor et à cris à l'impérialisme américain et se tournent vers l'Europe. C'est une situation politique complexe dont tentent de profiter les sociaux impérialistes et leurs agents locaux ; s'efforcer de réussir une opération à la « portugaise », voilà leur objectif. Mais en Espagne comme au Portugal, le peuple averti et instruit par sa lutte contre le fascisme, saura démasquer le social-fascisme et ses manœuvres, en dépit de ses belles paroles « démocratiques » et « socialistes ».



Le peuple sud-coréen se bat contre la police pendant une manifestation contre la loi fasciste de la clique de Pak Jung Hi.

Le Centre d'Études pour l'Indépendance nationale  
organise une réunion publique  
FRANCE - TIERS MONDE : SOLIDARITÉ  
Jeudi 19 juin à 20h 30, 44 Rue de Rennes, Paris 6<sup>e</sup>

Avec la participation de :

L'Appel - L'Humanité Rouge - La Nouvelle Action Française -  
L'Union des Jeunes pour le Progrès -

Participation aux frais : 4,00 F

## SOMAFER (Fos-sur-Mer)

LES TRAVAILLEURS  
RENFORCENT LEUR LUTTE

Somafer est une entreprise qui travaille en régie à Solmer. Les ouvriers font les travaux les plus pénibles et les plus sales, ceux que Solmer, «usine moderne et modèle», ne veut pas faire. Les salaires y sont de 20 à 50 % plus bas qu'à Solmer et la direction fait régner «sa» loi, mutuant ou licenciant le premier ouvrier qui ose réclamer quoi que ce soit.

Les travailleurs de Somafer ont commencé à s'organiser depuis un mois et demi environ et ont créé une section syndicale CFDT qui, vu les conditions spécifiques de l'entreprise, a d'abord été clandestine. Ils ont élaboré un cahier de revendications (augmentations de salaires et conditions de travail). Devant la faiblesse des propositions de la direction, les travailleurs ont décidé de se mettre en grève le vendredi 13 juin à 5 h. Malgré les provocations et les menaces de la direction : menaces de traîner le délégué syndical CFDT au tribunal, de muter ou de licencier des ouvriers, malgré les provocations fascistes de chefs de chantier qui ont foncé avec un semi-remorque sur le piquet de grève et gravement blessé un travailleur qui a dû être hospitalisé, la grève s'étend rapidement à tous les services de l'entreprise. A midi 80 % des gars sont en grève, à 21 h 100 % !

Les deux ou trois syndicats CGT s'opposent violemment à la grève, prétextant qu'elle n'a pas été votée démocratiquement : «Il faut faire comme aux élections présidentielles» disent-ils, «Elle est dirigée par des maoïstes», «Il faut laisser la liberté du travail», «Vous avez divisé les gars en créant une section syndicale CFDT !», et soutiennent les menées fascistes des chefs de chantier et des directeurs.

## RECTIFICATIF

Nos camarades de Marseille nous ont demandé de préciser que les nombreux participants tunisiens à la manifestation du 1er Mai le faisaient sous l'égide de l'organisation marxiste-léniniste tunisienne «Perspectives».

A 14 h, Rodriguez, permanent de l'UL CGT de Fos, se présente à Somafer pour la première fois depuis plus d'un an (il était venu «organiser» et «encadrer» une grève spontanée des travailleurs immigrés de l'entreprise en juin 1974). Il assure les grévistes du soutien de la CGT, propose de retirer son mandat de délégué syndical CGT à un ouvrier rejeté par 99 % des travailleurs depuis des mois pour sa collaboration avec le patron, bref il fait tout pour essayer de reprendre pied à Somafer. Il prend même le premier gréviste qui lui paraît combatif et lui propose de le désigner immédiatement comme délégué syndical CGT. Mais le gars en question est le délégué syndical CFDT qui a participé à la construction du syndicat, à l'organisation des gars et participe à la direction de la grève.

Mais là où les travailleurs commencent à ouvrir les yeux sur le but du permanent CGT c'est quand le samedi à midi, ils le surprennent en train de négocier avec la direction à leur insu !

Les travailleurs de Somafer, renforçant leur unité et leur détermination, sont bien décidés à faire céder la direction malgré les provocations et les manœuvres réactionnaires des dirigeants révisionnistes de la CGT.

Un travailleur de Somafer

## Foyer Lou Cantou

(MONTPELLIER) : 9ème SEMAINE DE GREVE  
POUR LA REINTÉGRATION DES GREVISTES

«Nous nous battons depuis plus de deux mois pour la réintégration d'un éducateur licencié abusivement. La réponse a été : le licenciement de tous les grévistes pour faits de grève et le décaissement d'une procédure d'expulsion», indique un tract des travailleurs du Cantou, appuyés par la section CFDT, ainsi que le comité de soutien.

Alors que cette lutte déterminée contre les licenciements est actuellement la seule à Montpellier, les dirigeants révisionnistes de la CGT, à l'origine de la «journée nationale d'action pour l'emploi» du 12 juin, n'ont jamais mentionné la lutte du foyer. En fait les responsables font tout pour saboter la juste lutte des travailleurs du Cantou. Les pontes CGT sont même allés jusqu'à se lancer dans des actions «putchistes», totalement isolées des travailleurs et finalement dirigées uniquement contre eux : pour exemple le blocage du bureau de pointage de l'Agence pour l'emploi, cette action coupée de la masse des chômeurs de la ville, gêne beaucoup plus les chômeurs (risque d'être radié) que le patronat. Ce type d'action commando où les pontes révisionnistes se donnent des airs «durs», ne vise en fait qu'à dégoûter les travailleurs au chômage de l'or-

ganisation et de la lutte, ces actions sont faites sans eux et contre eux.

Les travailleurs du Cantou, eux, montrent la voie par leur ferme détermination et leur méthode et ligne d'action.

Voici ce qu'indique précisément un membre du comité de soutien qui nous écrit :

«Décidés à ne pas attendre passivement l'expulsion par la police, les travailleurs se sont donnés les moyens d'exiger des négociations pour la réintégration de TOUS les grévistes. Après s'être déplacés avec le comité de soutien sur les lieux de travail de 2 membres du Conseil d'Administration, ils sont allés «AUX MURIERS» où ils ont trouvé un membre du C.A. (ce dernier supervise deux centres analogues), celui-ci a répondu aux demandes des grévistes et appelé les membres du C.A. pour le réunir.

«Mais la surprise des travailleurs a été grande devant l'attitude de ce responsable CGT et membre du P.C.F., dont les vignettes ISSANKA dépassaient de la poche de sa chemise (Issanka est une fête organisée par les révisionnistes du P.C.F., patronnée par les trusts tels que : Radio Monte-Carlo, Kanterbrau et Ricard). Après plusieurs grossières provocations à la violence, il a menacé les travailleurs d'appeler immédiatement la police s'ils n'évacuaient pas les lieux ! Menace qu'il a mise à exécution par l'intermédiaire d'un complice à l'extérieur ! Et pour finir il a accueilli la police avec le sourire et a chaleureusement serré la main du commissaire venu avec deux cars nous embarquer.

«Est-ce là une attitude exceptionnelle ? Pas du tout ! Elle est tout à fait dans la ligne de conduite de l'Union locale CGT et P.C.F. qui depuis le début ont répandu de faux bruits et tenté l'étouffement de cette lutte par le silence.»

Les marxistes-léninistes sont plus que jamais déterminés dans leur soutien aux travailleurs en lutte et le renforcent.

## ECHOS DES LUTTES

La bourgeoisie entend répondre aux légitimes revendications des travailleurs par la répression policière (Chausson, Parisien libéré...), elle menace de faire la même chose aux Câbles de Lyon à Glichy.

Dans un cas comme dans l'autre les travailleurs ne se laissent pas intimider, car, après avoir fait évacuer les bureaux puis l'usine Chausson à Asnières, par la police, la direction n'a pas obtenu d'autre résultat que d'augmenter la colère des grévistes. D'ailleurs à Chausson, le mouvement s'est étendu à l'usine de Laval. A Asnières, la direction a dû faire partir

les nerfs et les chiens qui occupaient l'usine.

Chez Bernard Moteurs, à Rueil, 200 OS sont en grève depuis quatre semaines pour des augmentations de salaire, les autres ouvriers de l'usine sont appelés à se joindre au mouvement.

A Argenteuil (95), les travailleurs de deux usines de mécanique générale sont en grève avec occupation pour l'augmentation des salaires : La Soverini depuis le 12 juin, l'usine Whitan depuis le 13 juin. A Beauchamp (95), les travailleurs de l'ACMA occupent leur entreprise depuis le 26 mai.

UN CONTINUATEUR AUTHENTIQUE  
DU MARXISME-LENINISME

C'est devant une salle attentive où quelque 120 personnes, jeunes et moins jeunes, ouvriers et étudiants, avaient pris place que s'est déroulé le meeting organisé par les communistes marxistes-léninistes de France, le 13 juin à Perpignan, ayant pour thème «Sur la voie tracée par François Marty».

A la tribune prirent place des camarades de François Marty (un ouvrier mineur et un ouvrier du bâtiment), Suzanne Marty sa compagne, directrice de publication du quotidien l'Humanité rouge et André Druésne membre du comité de rédaction de l'Humanité rouge, ancien militant du PCF qui a connu le camarade François Marty.

En fond de cette tribune les portraits de Marx-Engels-Lénine-Staline-Mao Tsé-toung et très légèrement en avant un grand portrait de notre regretté François Marty décédé le 29 mai 1971 à la suite d'un accident de la route. Dans la salle des banderoles stigmatisant le révisionnisme, les deux superpuissances, le social-impérialisme russe, etc.

Tout d'abord la projection de diapositives mit en parallèle, la montée du fascisme hitlérien préchant la paix, la détente et pratiquant l'annexion de nations européennes (Autriche, Tchécoslovaquie...), le retour

des munichois Daladier et compagnie et, de nos jours, le social-impérialisme russe préchant également la paix, la détente, la sécurité européenne, mais pratiquant une même politique expansionniste. La lutte des partisans FTPF pour la libération nationale du pays, le rôle historique du camarade François Marty commandant du 2e bataillon de marche de l'Aude, libérant les villes de Quillan, Couiza, Esperaza, Limoux et Carcassonne fut retracé.

Ensuite, la camarade Suzanne Marty intervint au nom des communistes marxistes-léninistes de Perpignan mettant en valeur les luttes des travailleurs qui dans la pratique démasquent les trahisons révisionnistes et s'arrachent effectivement à l'influence révisionniste.

Puis, l'intervention du camarade André Druésne, qui retrace la vie exemplaire du militant communiste François Marty, continuateur authentique du marxisme-léninisme. Il devait notamment déclarer : «Permettez-moi de vous dire que la vie exemplaire de militant communiste de François Marty a commencé dès l'âge de 22 ans. En novembre 1926, François est militant communiste dans une cellule locale de Velmana avec les ouvriers mineurs de la mine de fer de «la Pinouse».

«De 1934 à 1939, membre du bureau régional des Pyrénées-Orientales, il prend une part active à l'organisation des Comités Amsterdam-Pleyel contre la guerre et le fascisme.

«En juillet 1936, François fonde le «Travailleur catalan» dont il est responsable jusqu'en 1939.

«Pendant la guerre d'Espagne, François fut toujours au côté du peuple espagnol.»

Après avoir retracé le rôle dirigeant de François dans la Résistance parmi les partisans FTPF, le camarade André Druésne lia l'exemple de la lutte de libération nationale en ces termes : «En plaçant la lutte de libération nationale au premier plan, François Marty, fidèle à l'idéal communiste a toujours considéré que sans indépendance nationale, il ne saurait être question de révolution prolétarienne.»

«Ne devons-nous pas tirer quelques enseignements du juste combat mené par notre camarade dans une période donnée que ce soit à propos de l'indépendance nationale ou de sa conception d'une armée du peuple ?

Notre rôle à nous, communistes marxistes-léninistes de France qui voulons faire la révolution prolétarienne, est principalement de lutter



FRANÇOIS MARTY  
(1905 - 1971)

contre les deux superpuissances et leurs agents, pour le renforcement de la défense nationale, contre les traîtres à la nation, préparer les masses populaires en prévision de l'imminence d'une troisième guerre mondiale.

## A propos du "Parisien Libéré"

## Une lettre de "L'HUMANITE ROUGE" au journal "LE MONDE"

Monsieur le Rédacteur en chef,

Dans votre édition datée du samedi 14 juin, vous avez publié un article non signé, intitulé «L'extrême gauche française s'inquiète de la situation», dans lequel vous faites l'écho, entre autres, des déclarations des «communistes marxistes-léninistes de France» concernant la situation au Portugal.

Nous aurions certainement des remarques à vous faire sur la manière dont vous commentez ces prises de position. Mais vous êtes tout à fait libre, en fonction de vos propres opinions, d'insister sur tel ou tel point de notre ligne, à condition, bien entendu, de ne pas déformer la vérité.

Or dans cet article, votre rédacteur nous attribue sur un point des opinions qui ne sont pas les nôtres et nous tenons à protester fermement contre de tels procédés. En effet, ce journaliste déclare : «Les marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge ont même été jusqu'à comparer la non-parution du Parisien libéré à celle du République en estimant qu'il s'agissait de la même forme de censure.»

Il s'agit d'une contre-vérité manifeste qui ne peut que satisfaire les dirigeants du Parti «communiste» français qui ont tout intérêt à déformer nos positions en espérant dresser ainsi contre nous les

travailleurs du Livre que nous avons toujours soutenus dans leur lutte contre les licenciements.

Tout au contraire, notre journal n'est pas paru à plusieurs reprises en signe de soutien aux travailleurs du «Parisien libéré», soutien qui s'est également manifesté par la participation à leurs manifestations de la plupart de nos rédacteurs et des ouvriers de notre imprimerie, ainsi que par les articles de notre quotidien. Dernièrement, par exemple, nous avons déclaré dans le No 283 du mercredi 11 juin : «L'Humanité Rouge ne paraît pas aujourd'hui en signe de soutien aux travailleurs du «Parisien libéré» en lutte contre les licenciements. A l'heure où plus d'un million de travailleurs sont au chômage, Amaury voudrait licencier plusieurs centaines de travailleurs... leur lutte est juste... (elle) est indissociable de celle des milliers d'autres ouvriers qui s'opposent aux licenciements.»

Ce que, par contre, nous avons dénoncé à plusieurs reprises c'est la prétention des dirigeants du P«C»F de se présenter comme des défenseurs de la liberté d'expression, alors qu'ils ont soutenu l'interdiction de paraître faite au journal socialiste «Républica», qu'ils tentent chaque jour d'interdire ou de gêner la diffusion de la presse révolutionnaire et tout particulièrement de l'Humanité Rouge par des agressions physiques contre nos militants ou des interventions dans les organismes de diffusion de la presse, qu'ils ont fait pression sur divers quotidiens pour qu'ils ne parlent pas de l'activité des Communistes marxistes-léninistes en France.

Nous sommes persuadés qu'après ces précisions vous voudrez bien, Monsieur le Rédacteur en chef, publier un rectificatif dans l'une de vos prochaines éditions.

En vous remerciant, nous vous adressons nos sincères salutations.

Le rédacteur en chef :  
Henri JOUR

## L'agence «Chine nouvelle» souligne l'importance des manifestations de travailleurs contre les licenciements et la répression

C'est sous le titre «A Paris grandiose manifestation», que l'agence Hsinhua (Chine nouvelle) a publié le 12 juin 1975 une dépêche relatant la manifestation qui avait eu lieu l'après-midi à Paris, de la République à la Bastille, pour protester contre la répression de la police et des milices patronales à l'encontre des ouvriers en lutte contre les licenciements pour le droit au travail. Ci-dessous nous publions in-extenso cette dépêche.

«Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs français ont manifesté cet après-midi à Paris pour

défendre les libertés de grève et les droits des travailleurs.

«Portant des banderoles sur lesquelles on lisait notamment : "Non aux licenciements", "Non à la répression", "Non aux violences policières", les manifestants ont défilé de la place de la République à la place de la Bastille pendant plus de deux heures. Parmi eux on remarquait de nombreux travailleurs de l'imprimerie et de la presse parisienne qui font face à la menace de licenciements, scandant : "Non, non, non aux licenciements". On remarquait aussi de nombreux ouvriers immigrés qui scandaient :

"Français, immigrés, mêmes patrons, même combat".

Le même jour pour le même but, des grèves, des rassemblements et des manifestations de rues ont eu lieu dans de nombreuses villes de France notamment à Marseille, Nice, Cannes, Lorient, Avignon, Toulouse, Orléans, Tours, Nantes, Saint-Nazaire, Dunkerque...

Il est rapporté qu'en France, les interventions policières, l'emploi de milices privées et les démonstrations de violences du patronat contre les mouvements de grève ouvriers se sont multipliés ces derniers mois.



Sur notre photo les ouvriers du Livre se rendent compte avec indignation le 9 juin que la nouvelle imprimerie d'Amaury est gardée par des chiens.



DES REPRÉSENTANTS  
DE L'AMBASSADE D'ALBANIE,  
DE L'AMBASSADE DE CHINE  
ET DES MESSAGES DE  
L'UNION DES FEMMES ALBANAISES ET  
DES FEMMES CHINOISES POUR LE MEETING  
«FEMMES UNISSONS-NOUS» !

Vendredi 13 juin le meeting «Femmes unissons-nous» organisé sous l'égide de «l'Humanité Rouge» a été honoré de la présence de représentantes de l'ambassade de Chine et de représentants de la République populaire d'Albanie.

Les femmes chinoises et les femmes albanaises ont en outre envoyé des messages de soutien aux femmes révolutionnaire de France.

Sur notre photo la délégation des femmes chinoises applaudissant l'intervention d'une représentante des femmes palestiniennes.